



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Discours de Bruno Le Maire à l'occasion des
Assises de l'association française d'épargne et de retraite (AFER)**

Mardi 4 octobre 2023

Paris

Contact presse :

Cabinet de Bruno Le Maire

01 53 18 41 20

Cher Nicolas Beytout,
Monsieur le Président, cher Gérard Bekerman,
Messieurs les parlementaires,
Mesdames et Messieurs,

Je suis très heureux d'être parmi vous pour la clôture de ces assises de l'Association française d'épargne et de retraite. Ça doit être la troisième ou la quatrième fois que je clôture ces assises et probablement pas la dernière.

Je voudrais d'abord remercier à nouveau le président Gérard Bekerman et vous dire que si j'apprécie toujours ces rendez-vous, celui-ci était encore plus important que tous ceux auxquels j'ai pu participer dans les années passées. Car, chacun le voit bien, l'économie française est confrontée, comme toutes les économies européennes, comme toutes les économies développées, à des turbulences majeures.

Et dans ces turbulences, les épargnants sont un pôle de stabilité. Nous comptons donc sur les épargnants, sur les épargnants privés, sur l'Afer, sur ces 750 000 adhérents, pour être un pôle de stabilité dans un monde de turbulences. Et je veux vous dire à quel point votre épargne est décisive pour notre économie, à quel point elle est un atout.

Elle est un atout d'abord parce qu'elle est une sécurité. Avoir une nation qui a une épargne forte, c'est avoir une nation qui est en sécurité, en particulier dans ces temps agités, en particulier, votre président l'a rappelé, lorsque les taux d'intérêt ont augmenté aussi fortement, 300 points de base de plus en moins de deux années, ça ne s'est jamais vu depuis les dernières décennies.

Ensuite parce que cette épargne est un réservoir financier considérable pour financer la transition écologique et les investissements qui nous attendent dans l'intelligence artificielle, dans le calcul quantique ou dans les nouvelles technologies. Et je vous le dis très clairement, je préfère financer la transition écologique par l'épargne que par l'impôt.

Je préfère me reposer sur le fruit du travail des Français et l'investissement de l'épargne dans la transition écologique, dans les nouvelles technologies, plutôt que de mettre en place je ne sais quel ISF vert qui finira inéluctablement comme toujours en France par une imposition générale des classes moyennes pour financer la transition écologique.

La transition écologique ne doit pas être financée par l'impôt, elle doit être financée par l'investissement privé et par l'épargne. Et quand on a un taux d'imposition qui est aussi élevé que celui que nous avons en France, il n'y a qu'une seule voie juste, qu'une seule voie efficace, et celle que nous tiendrons avec le président de la République : poursuivre la baisse des impôts sur les ménages comme sur les entreprises.

Et je suis venu ici vous rappeler quelle est notre stratégie économique et redire à quel point je défendrai cette stratégie économique, je la mettrai en œuvre et nos compatriotes, comme depuis maintenant plus de 6 ans, peuvent compter sur notre détermination avec le président de la République et avec la Première ministre à maintenir une stratégie économique qui a donné des résultats.

Une stratégie qui repose sur l'entrepreneuriat, qui repose sur la baisse des impôts et sur la valorisation du travail nous a permis de créer 2 millions d'emplois en France en l'espace de 6 ans, d'éloigner le spectre du chômage qui était une source d'anxiété majeure pour nos compatriotes, de réindustrialiser le pays, d'ouvrir 300 usines, de créer 100 000 emplois industriels et de devenir la nation la plus attractive pour les investissements étrangers en Europe.

On ne change pas une stratégie qui gagne, on ne change pas une stratégie économique qui fonctionne. Nous maintiendrons donc cette politique dans les années qui viennent avec stabilité et avec fermeté.

Cette stratégie économique, elle repose aussi sur un calendrier qui obéit à des logiques différentes.

Il y a une première urgence, c'est l'inflation. L'inflation appelle des protections pour nos compatriotes car chacun voit bien que ça pénalise les plus modestes d'entre nous, que tous ceux qui ont des niveaux de revenus très élevés, en particulier parmi les retraités qui vont faire leurs courses aujourd'hui et qui se disent qu'ils n'arrivent plus à remplir leurs cadis, qu'ils doivent se restreindre, se limiter, il est juste, il est légitime, il est nécessaire que nous apportions des protections face à cette inflation.

C'est le premier pilier de notre stratégie. Nous maintenons donc un certain nombre de protections, la plus claire d'entre elles étant le maintien de l'indexation des retraites sur l'inflation. Nous allons augmenter toutes les retraites de 5,2 % pour protéger les retraités contre les effets de l'inflation. Et nous avons indexé sur l'inflation le barème de l'impôt sur le revenu. C'est une décision qui paraît technique mais qui est en réalité très politique.

Qu'est-ce que ça veut dire ? Ça veut dire que toutes celles et tous ceux en France qui ont eu des augmentations de salaires inférieures à l'inflation paieront moins d'impôts l'année prochaine. Et ça veut dire que toutes celles et tous ceux qui auraient pu être soumis au barème de l'impôt sur le revenu ne seront pas stabilisés totaux grâce à cette indexation.

Ça, c'est pour l'urgence immédiate : protéger contre les effets de l'inflation, en particulier sur les plus modestes d'entre eux.

Le deuxième volet de cette stratégie, c'est l'investissement dans notre économie et j'y reviendrai, c'est là que votre épargne est précieuse parce qu'elle doit nous permettre de financer la décarbonation. Elle doit nous permettre de financer les nouvelles technologies, l'intelligence artificielle.

Nous avons manqué dans les années 90 la révolution numérique. Moyennant quoi, 30 années plus tard, sur vos portables que vous avez tous ici, je le constate, la mobilité de ne pas consulter pendant mon discours, ce dont je vous suis reconnaissant. Vous n'avez que des applications américaines, que des opérateurs américains Google, Amazon, Facebook, Microsoft. Ils sont tous américains. Pourquoi ? Parce que nous avons manqué une révolution dans les années 90.

Il y a 30 ans plus tard, une deuxième révolution, celle de l'intelligence artificielle. Celle de ChatGPT qui, je vous rassure, n'a pas écrit mon discours. Il est dans ma tête, il n'est pas sur mon portable. À nous de nous saisir de cette technologie, d'investir pour avoir un seul ChatGPT européen, une intelligence artificielle européenne et des algorithmes européens, plutôt que de remettre notre destin et nos cerveaux dans les mains des États-Unis d'Amérique.

Ce sont nos amis. Ce sont nos alliés et ce sont nos partenaires. Mais quitte à prononcer une lapalissade, les Américains ne sont pas les Européens, les Européens ne sont pas les Américains. Autant avoir notre propre intelligence artificielle, nos propres technologies, plutôt que de dépendre de nos alliés. C'est le deuxième pilier de notre stratégie. L'investissement dans la décarbonation qui est indispensable et dans les nouvelles technologies qui vont amener des révolutions technologiques majeures qui sont déjà à l'œuvre parmi nous.

Le troisième volet, n'est plus populaire. C'est un volet sur lequel il m'arrive comme ministre des Finances de me sentir un peu seul même si je sais que au moins Nicolas Beytout et Gérard Beckerman ici partagent mon ambition, celle des endettements de la France.

Notre pays a un niveau de dette qui est trop élevé. Nous avons dépensé de l'argent public à bon escient pendant la crise du Covid et pendant l'inflation.

Quand je dis à bon escient, c'est parce que si nous n'avions pas dépensé cet argent pour protéger nos entreprises, protéger nos industries, protéger nos savoir-faire, protéger nos salariés, quand le chaos a frappé notre économie et que l'économie française s'est effondrée comme cela n'était pas arrivé depuis 1929 avec un choc économique d'une violence inouïe autour de vous, les mêmes qui me proposent aujourd'hui d'aller encore plus vite sur le dos d'endettement, me diraient : « mais vous avez laissé fermer le restaurant de famille qui était là depuis 20 ans dans mon village ». « Vous allez laisser fermer cette industrie de technologies de pointe ». « Vous avez laissé disparaître des savoir-faire qu'on ne retrouve qu'en 30 ans en matière d'ingénierie, de soudeurs, de technologie, de maintenance. »

Nous avons protégé ce qui nous a permis de relancer plus vite notre économie. Mais maintenant que nous sortons de la période de turbulence la plus agitée, on a dépensé, il faut économiser.

Nous avons protégé, il faut refaire des réserves en cas de nouvelles crises demain. C'est ce que la France ne sait jamais faire. Il y a un effet cliquet dans la dépense publique française. On dépense, on atteint un niveau de dépenses et on n'embauche plus.

Et bien, je veux conjurer cette malédiction française qui veut que lorsqu'il y a un retour à la normale, tout revient à la normale, sauf les comptes publics. Je propose que cette fois-ci, même les comptes publics reviennent à la normale et que nous accélérions le désendettement de la nation française.

C'est une question de précaution et le rôle de ministre des Finances, il est d'anticiper les crises à venir, il est d'anticiper les difficultés à venir et d'appliquer aux finances publiques un principe de précaution qu'on applique partout ailleurs.

Je ne vois pas pourquoi le principe de précaution s'appliquerait à tout sauf aux finances publiques et à la dette. La précaution, c'est de mettre de côté pour que si demain une nouvelle crise devait survenir, nous puissions à nouveau vous protéger. C'est aussi un principe de responsabilité.

On ne peut pas considérer que la situation est la même quand l'argent est gratuit ou quand l'argent est cher. C'est pas la même chose pour un Etat, comme pour un ménage, de s'endetter quand l'argent est disponible, gratuit, à 0%, et quand les taux d'intérêt sont à 3, 3,5 ou 4%.

La charge de la dette française, elle est de 30, 34, 35 milliards d'euros. Elle va passer en 2027 à 74 milliards d'euros. C'est l'équivalent du budget du ministère de la Défense.

C'est l'équivalent de plusieurs hôpitaux, de plusieurs écoles, de plusieurs collèges, de plusieurs universités. Est-ce que vous ne pensez pas que nous pourrions mieux dépenser l'argent des Français que dans le paiement des intérêts de notre dette ?

Je veux appliquer un principe de responsabilité pour mieux dépenser notre argent. Enfin, c'est un principe de cohérence : nous sommes membres de l'Union européenne. Nous appartenons à une zone monétaire qui nous a protégés pendant la crise, qui nous a permis de lever de la dette en commun.

On était tous bien contents de pouvoir bénéficier de l'attractivité de la dette allemande pour avoir des taux plus faibles ; et d'être tous collectivement, les 19, dans le même bateau financier pour faire face à la crise financière.

Il faut aussi respecter les règles que nos autres amis européens respectent, et que nous revenions sous les 3% de déficit public et que nous réduisions notre dette comme le font tous les pays européens, sans exception.

Je vois sur les bancs de gauche certains qui me disent "La dette, ça ne compte pas, on peut dépenser tant et plus, et après tout, vivent les déficits !"

Je suis bien obligé de constater que dans tous les pays socialistes européens, dirigés par des gouvernements socialistes — Espagne, Portugal, Allemagne — nous revenons sous les 3% des déficits et nous rétablissons les comptes publics.

Nous ferons donc la même chose, par principe de précaution. par principe de responsabilité et par souci de cohérence européenne sur la dette française. Je serai intraitable sur ce sujet. Et pour paraphraser Churchill, qui avait l'habitude de dire qu'il valait mieux prendre le changement par la main avant qu'il ne vous prenne à la gorge, nous voulons prendre la dette par la main avant que la dette ne nous prenne à la gorge.

A côté de cette stratégie économique, il faut une stratégie fiscale. La stratégie fiscale, elle est simple : poursuivre la baisse de la pression fiscale dans un pays qui a la pression fiscale la plus élevée de tous les pays de l'OCDE. Nous le ferons sur les ménages en 2025.

Nous le ferons sur les entreprises en continuant à baisser les impôts de production qui pénalisent notre industrie, empêchent nos industriels de se développer alors même que l'industrie, c'est de la prospérité, c'est des emplois et c'est des emplois qualifiés et bien rémunérés.

Nous poursuivrons donc cette stratégie de baisse des impôts dans les années à venir. Mais nous aurons aussi une stratégie pour l'épargne, cher Gérard Beckerman. Et merci d'avoir salué la constance de notre politique sur le sujet.

Je rappelle que nous avons, étape par étape, révolutionné la fiscalité de l'épargne dans notre pays et que nous comptons bien avec le président de la République poursuivre dans la même direction.

Première étape : nous avons supprimé l'ISF. Ce qui n'était pas une mince affaire, même si nous étions le dernier pays en Europe à avoir un prélèvement de ce type. Nous avons instauré le prélèvement forfaitaire unique, à 30 %. Et je dis à tous nos parlementaires de la majorité, amis avec lesquels nous pouvons avoir des discussions théoriques sur le sujet, et je sais que je peux compter sur les parlementaires de la majorité. Je vois Daniel Labaronne dans la commission des finances au premier rang.

Ne touchons pas à ce qui est un des piliers de la politique fiscale du Gouvernement et de la majorité : le prélèvement forfaitaire unique à 30 %. C'est un taux qui est raisonnable. C'est un taux qui est comparable à ce qui est pratiqué dans les pays européens. C'est un taux qui valorise l'épargne de nos compatriotes.

Ne revenons pas sur ces piliers de la stabilité fiscale française.

La deuxième étape a consisté à moderniser l'offre de produits d'épargne. D'abord, nous avons modernisé les règles de fonctionnement du plan d'épargne en actions. Nous avons rendu plus transparents et plus comparables les frais et les performances de l'assurance vie.

Deuxième décision, à mes yeux absolument majeure la décision que nous avons prise avec la loi Pacte en créant le plan d'épargne retraite. Un an de travail, un an de discussions, de négociations pour créer ce produit qui simplifie tous les produits d'épargne qui existaient jusqu'au préalable pour avoir un seul plan d'épargne retraite.

Notre objectif, je le rappelle, pendant la présentation de la loi Pacte, c'était d'avoir 3 millions de Français disposant d'un plan d'épargne retraite d'ici fin 2022. Nous sommes aujourd'hui le 3 octobre 2023, 7,4 millions de français ont ouvert un plan d'épargne retraite pour un encours de 85 milliards d'euros. C'est un immense succès.

Qu'est-ce que cela montre ? Cela montre que cela vaut le coup d'abord d'avoir des dispositifs simples. Dieu sait que nous nous sommes battus avec d'ailleurs le soutien de Gérard Beckerman, le soutien des associations d'épargnants, pour des dispositifs fiscaux les plus simples possibles et les plus avantageux possibles à la sortie, en laissant aux épargnants la liberté de choix. Entre disposer d'un capital ou au contraire avoir une rente. Moi je crois à la liberté des épargnants. Je crois à la justesse de leurs choix et je pense que leur laisser la liberté de décider par eux-mêmes ce qu'ils veulent faire avec un accompagnement fiscal approprié, c'est la meilleure façon de faire marcher un produit d'épargne. La preuve, cela fonctionne et vous avez été plus du double de ce qui avait été prévu à souscrire ce produit.

Deuxième élément: il n'y a rien de mieux pour financer l'économie. Les plans d'épargne retraite, c'est de l'épargne à long terme, donc c'est de l'épargne qui va financer l'économie française. 54 % des encours du plan d'épargne retraite financent les entreprises, que ce soit en actions ou en dette.

Cela veut dire que plus de 40 milliards d'euros de ces produits financent l'économie française. Je remercie toutes les épargnantes et tous les épargnants qui, à travers ce produit, financent le développement économique de notre nation, sa réindustrialisation et ses victoires technologiques. En assurance vie, même chose. La part d'investissement en unités de compte est passée de 18 % à 40 % entre 2018 et 2022 dans la collecte de l'assurance-vie. Là aussi, cela finance l'économie française.

Donc je vois là une voie à suivre qui va permettre de financer la transition écologique, les investissements dans les nouvelles technologies, pas simplement sur fonds publics, pas simplement par plus de dépenses publiques, mais par plus d'épargne de long terme, avec des avantages fiscaux appropriés.

La troisième étape, c'est la loi Industrie verte qui marque notre volonté de poursuivre dans ce chemin d'un financement de l'économie par l'épargne. Cette loi, vous le savez, va simplifier les procédures, changer la fiscalité, améliorer la formation, faciliter le financement de nouveaux projets avec deux mesures principales qui vous concernent très directement.

La première, c'est le développement du placement en capital investissement dans le plan d'épargne retraite et l'assurance vie, dont l'encours cumulé dépasse les 2 000 milliards d'euros. Ce développement du placement en capital investissement dans le plan d'épargne retraite et dans l'assurance vie sera décisif pour augmenter encore le financement des entreprises et les infrastructures de la transition écologique.

Deuxième décision, dont je vous demande de vous saisir, parce que beaucoup d'entre vous ici ont des enfants ou des petits-enfants, et ils cherchent parfois des produits financiers sur lesquels placer de l'épargne pour leurs enfants, afin qu'ils disposent d'un capital de départ à la retraite.

Vous avez un nouveau produit dont je vous demande d'en faire un succès aussi important que le plan d'épargne retraite. C'est le plan d'épargne avenir-climat qui est bâti rigoureusement sur le modèle du plan d'épargne retraite.

Ce plan d'épargne Avenir Climat est ouvert à tous ceux qui, à leur naissance et jusqu'à leurs 18 ans, dont les parents veulent mettre de l'argent de côté pour qu'ils puissent le libérer à leur majorité. Nous prévoyons bien sûr que s'il y a un accident de la vie, cette épargne pourrait être débloquée avant les 18 ans, mais l'idée, c'est bien de la bloquer pour les 18 ans de la personne qui va disposer de ce plan.

Il doit favoriser l'insertion dans la vie adulte de nos jeunes, financer les investissements dans l'économie décarbonée de demain, et constituer une réserve de précaution pour tous les jeunes, pour tous les parents, pour tous les grands-parents qui y souscrivent.

Comme j'ai voulu que ça marche, j'ai voulu la fiscalité la plus attractive : zéro impôt, zéro cotisation. On ne fait pas mieux. Zéro impôt, zéro cotisation. Développer ses plans d'épargne avenir, climat ou raison, ouvrez-en le plus grand nombre faites-en un succès aussi spectaculaire que le plan d'épargne retraite.

Je suis convaincu que ça permettra de protéger vos enfants et de financer le développement économique de notre nation. Je compte donc sur vous pour que le succès soit au rendez-vous dans les semaines, les mois et les années qui viennent.

Un tout dernier mot un peu plus personnel quand on reprend l'ensemble de ces produits d'épargne pour ne pas vous retenir trop longtemps. On voit bien qu'il y a derrière deux principes absolument clés.

Le premier, c'est celui de la solidarité entre les générations. Tous ces produits manifestent une volonté de solidarité financière entre les générations. Ouvrir un plan avenir climat pour son petit-fils ou pour son fils ou pour sa petite-fille ou sa fille, c'est tout simplement faire preuve de solidarité entre des générations qui sont aujourd'hui à la retraite et des enfants et des petits-enfants, qui démarre dans un monde qui crée, je le sais, beaucoup d'anxiété et beaucoup d'incertitude.

C'est leur donner de la sécurité à un moment où il y a tant de craintes et tant d'inquiétudes. Et c'est la responsabilité du ministre des Finances de donner de la sécurité et de la sérénité dans un monde d'inquiétude.

La deuxième chose, c'est que l'épargne, c'est toujours un pari sur l'avenir. Et l'avenir de notre pays est un bel avenir. Dans tous ces discours que j'entends matin, midi et soir, quand vous allumez votre radio ou votre télévision aux chaînes d'info en continu, vous avez l'impression que le ciel va vous tomber sur la tête à tout instant.

Moi je regarde autour et je vois ce dont est capable notre pays. Je vois que nous venons d'avoir le Prix Nobel de physique. Je vois que nous sommes capables en l'espace de 4 ans de recréer une nouvelle filière industrielle à partir de rien.

On avait fait Airbus à partir de quasiment rien, nous créons une filière de batterie électrique en 4 ans et nous devenons des premiers producteurs de batterie électrique et on réindustrialise une région entière qui était complètement sinistrée, qui était la région du Dunkerquois et on crée des emplois et on crée des postes d'ouvriers et on crée des postes d'ingénieurs. Et nous aurons probablement demain des batteries qui seront technologiquement plus avancées que les batteries de la Chine.

Je vois qu'un pays qui a un budget de la défense significativement moins important que celui des Etats-Unis d'Amérique est capable de produire l'avion de chasse le plus performant de la planète avec le Rafale. Je vois que notre pays est capable de disposer et de former les meilleurs scientifiques sur l'intelligence artificielle, les meilleurs scientifiques sur les calculs quantiques. Et que quand je rencontre, pour revenir à ChatGPT, le patron de ChatGPT, Sam Altman qu'est-ce qu'il vient faire en France ? Son shopping pour récupérer les meilleurs cerveaux de la planète, c'est-à-dire des cerveaux français.



Donc arrêtons de nous jeter des sacs de cendre sur la tête. Arrêtons de considérer que l'avenir de la France s'écrit au passé. Je crois exactement l'inverse, et je pense qu'être habité par un petit sentiment de fierté nationale et de confiance en soi, ça vaut pour les épargnants, ça vaut aussi pour la nation française dans son ensemble.

Merci à toutes et à tous et je vous souhaite une bonne fin d'assise.